

RIVAROL

N° 3216

"Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir"

DU 24/12/2015

AU 6/1/2016

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE PARAISSANT LE JEUDI

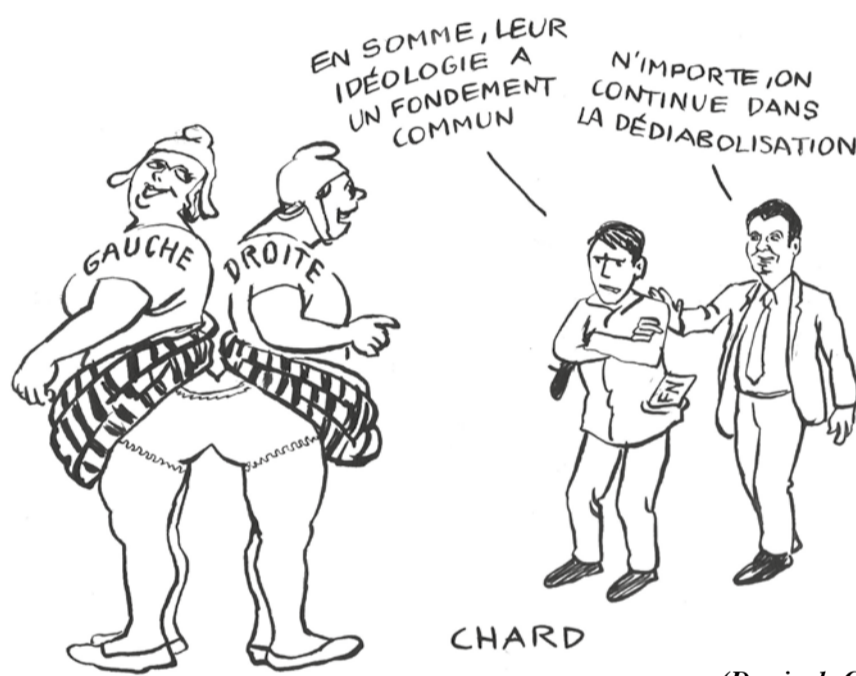
Le cinglant échec de la stratégie de dédiabolisation

L'OFFENSIVE actuelle contre le Front national prouve, s'il en était besoin, l'inanité de la stratégie de dédiabolisation. En l'espace de quelques jours, Marine Le Pen a essuyé deux tempêtes médiatiques. Pour avoir véhémentement protesté contre le parallèle établi par le journaliste de BFM-TV Jean-Jacques Bourdin entre Daech et le mouvement qu'elle préside en reproduisant, de manière certes discutable, des photos de victimes de l'Etat islamique, l'une décapitée, l'autre brûlée vive dans une cage, l'autre enfin écrasée par un char, elle a fait l'objet d'une condamnation unanime de la classe politico-médiatique, du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve qui a parlé « d'abjection, d'abomination et d'insulte aux victimes », du Premier ministre qui a traité la présidente du FN « d'incendiaire du débat public » (Valls est bien mal placé pour adresser un tel reproche, lui qui parlait entre les deux tours de risque de « guerre civile » en cas de victoire du FN). Par ailleurs, le Parquet de Nanterre a ouvert une enquête préliminaire pour « diffusion d'images violentes » et les media ont rappelé avec gourmandise que la présidente du FN risquait jusqu'à cinq ans de prison ferme et 75 000 euros d'amende. Il y a dans tout cela une grande hypocrisie car les media n'ont pas eu ces scrupules pour diffuser l'image du cadavre du jeune Aylan Kurdy étendu sur une plage pour émouvoir le grand public afin qu'il accepte l'invasion du Vieux Continent. Et on n'hésite pas non plus à montrer *ad nauseam*, y compris aux enfants des écoles, des monceaux de cadavres, des déportés squelettiques et faméliques pour créer des générations d'antifascistes disposés à rejeter instinctivement toute tentative de renaissance nationale, tout rétablissement d'un ordre politique et moral. Ce que Bernanos appelait dans *La France contre les robots* « la machine à bourrer le crâne » n'a jamais aussi bien fonctionné qu'aujourd'hui. On l'a encore vu entre les deux tours des élections.

Quelques jours après, le 21 décembre, on apprenait que la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), organisme présidé par le socialiste Jean-Louis Nadal et créé après l'affaire Cahuzac, transmettait les déclarations patrimoniales de Jean-Marie Le Pen et Marine Le Pen au Parquet financier, leur reprochant d'avoir vo-

lontairement sous-estimé la valeur de leurs actifs. Les gazettes ont répété que la présidente et le président d'honneur du Front national risquent dans ce dossier jusqu'à 45 000 euros d'amende, trois ans de prison ferme et dix ans d'inéligibilité. Sans nous prononcer sur le fond du dossier dont nous ignorons tout, on peut toutefois s'étonner de la concomitance de ces offensives qui interviennent quelques jours après que le FN eut réussi le meilleur résultat de son histoire, en pourcentage au premier tour et en voix au second. Comparer le FN et Daech en condamnant un même « repli identitaire » en dit long sur le mépris du Système envers les Français qui ne veulent pas mourir, qui n'entendent pas être submergés ni remplacés.

IL SEMBLE QUE la stratégie machiavélique de François Hollande, qui est en cela un digne héritier de François Mitterrand, ait été dans un premier temps de favoriser le FN, de le faire grimper pour affaiblir la droite et assurer sa réélection en 2017, la seule chance pour le chef de l'Etat de se succéder à lui-même étant d'être opposé à Marine Le Pen qu'il faut donc à la fois favoriser et diaboliser. Un vrai cynisme mitterrandien ! En 2015 Florian Philippot et Marine Le Pen ont été ainsi les politiques les plus invités des matinales télé. Et l'on sait que quelques semaines avant le premier tour France 2 avait prévu d'inviter pendant trois heures Marine Le Pen, en première partie de soirée, dans *A vous de juger* de David Pujadas. Or l'expérience a montré que plus l'on invitait un responsable ou un parti politique, plus ses scores progressaient. Ce qui est logique. Lorsqu'on ne parle pas d'un phénomène ou d'une personnalité dans les media audiovisuels, ils n'existent pas. Mais dès que les résultats du premier tour ont été



(Dessin de Chard)

connus avec un FN en tête dans six régions, la diabolisation a de nouveau fonctionné à plein régime. De manière certes moins intense qu'en 2002 pendant la quinzaine de la haine mais de manière bien réelle. Tant que le FN n'aura pas abdicqué la totalité de son programme historique, tant qu'il n'aura pas définitivement renoncé à combattre l'immigration et l'Union européenne, et même s'il a mis beaucoup d'eau dans son vin, il ne sera pas intégré à l'arc républicain. D'autant que les autres partis voient d'un mauvais œil ce mouvement qui menace leurs mandats, leurs places, leurs prébendes et leurs émoluments. Le FN malgré ses 27 à 28 % reste très isolé sur la scène politique, comme l'étaient le Parti communiste et le RPF gaulliste sous la Quatrième République, à partir de 1947, malgré leur puissance électorale. IVe République qui a su à l'époque efficacement se protéger par la fameuse loi des apparentements.

FACE à ce harcèlement du Système il y a deux solutions : soit faire face à la diabolisation en disant la vérité, en rejetant les principes de 89, en ne faisant aucune concession, soit essayer de se faire accepter par les adversaires. Cette dernière stratégie est vouée à l'échec et ne peut qu'aboutir à des reniements successifs et c'est pourtant celle qui semble toujours être d'actualité parmi les instances dirigeantes du FN. Dans l'espoir de briser le fameux plafond de verre empêchant d'atteindre les 50 % des suffrages exprimés, la direction du FN envisagerait sérieusement d'abandonner le nom du mouvement créé par Jean-Marie Le Pen, soit dès 2016 dans le cadre d'un « grand congrès fondateur », comme l'appelle de ses vœux le maire de Béziers Robert Ménard, soit au plus tard lors du prochain congrès national prévu fin 2017. Cette idée est stupide car il ne suffit pas de

changer le nom du FN pour n'être plus diabolisé. Comme il n'a pas suffi de commettre un odieux parricide pour devenir présidente de la région Nord-Pas-de-Calais. On s'étonne que des hommes politiques puissent être à ce point naïfs. A moins qu'ils ne soient aussi malveillants et qu'ils veuillent liquider non seulement le nom et le logo du FN mais aussi son substrat historique, ses fondamentaux comme ils l'ont déjà fait sur les questions sociales. Car il est clair que quoi que dise ou quoi que fasse Marine Le Pen, elle restera à vie la fille de Jean-Marie Le Pen. Rien ne peut changer cette réalité.

PLUTÔT que de perdre son temps à s'interroger sur l'éventuel abandon du nom du FN, qui serait une insulte aux militants qui ont tant donné au Front depuis sa création et dont certains ont perdu pour leur idéal politique leur santé, leur conjoint, leur liberté voire leur vie, la présidente du FN devrait plutôt s'inquiéter des manœuvres de ses adversaires. On peut en effet compter sur le Système pour avoir enregistré le message des régionales et empêcher la multiplicité des candidatures en 2017. Si Jean-Marie Le Pen a pu être qualifié en finale de la présidentielle de 2002, c'est à cause de l'atomisation des candidatures qui n'a été rendue possible à l'époque que par l'affaiblissement momentané du FN après la scission mégrétiste. Les autres partis pensant que le FN était durablement hors course à la suite de cette grave crise interne, qui a eu pour conséquence une grande hémorragie de cadres, de militants et même d'électeurs comme en ont témoigné les européennes de 1999, ils n'ont pas hésité à partir en ordre dispersé à l'élection-reine de la Ve République. Il n'en sera pas de même cette fois-ci. Le député socialiste Urvoas a déposé une proposition de loi pour durcir les conditions nécessaires à une candidature présidentielle. Les signatures de maires devraient ainsi être envoyées directement au Conseil constitutionnel et ne transiteraient plus par les équipes des candidats qui ne pourraient ainsi vérifier la réalité de ces parrainages. L'égalité du temps de parole pendant la campagne officielle serait remplacée par une vague équité qui permettrait toutes les injustices et rendrait quasiment impossible l'émergence de candidats hors du système des grands partis. Et le bruit court qu'au dernier moment, en échanges de circonscriptions réservées aux législatives par le PS pour ses alliés, le nombre de signatures pourrait passer de 500 à 1 000, ce qui serait une façon définitive pour Hollande de tuer dans l'œuf toute candidature écologiste, communiste et d'extrême gauche à la présidentielle. Le Système n'a sans doute jamais été aussi affaibli et contesté qu'aujourd'hui mais il est encore loin, très loin, d'avoir rendu les armes.

RIVAROL,

<jeromebourbon@yahoo.fr>

N°3216 du 24 DÉCEMBRE 2015
AU 6 JANVIER 2016

www.rivarol.com

Imprimé en France/Printed in France

L 14240 - 3216 - F: 3,50 €



Chronique de la France asservie et... résistante

BONNE chance ! Le porte-avions Charles de Gaulle est parti pour la Syrie. Un dixième des militaires sont de confession musulmane. Et alors ? Et alors, on se souvient de la mutinerie qui eut lieu en 1999 à bord du porte-avion Foch, des marins musulmans s'étant insurgés contre les frappes sur le Kosovo islamiste. Ils avaient même pris des officiers en otage et les commandos durent intervenir pour rétablir l'ordre. Autre exemple émouvant : en 2009 des militaires musulmans refusèrent de partir en Afghanistan combattre leurs frères de religion. C'est une vieille histoire qui ne fait que se répéter. En 1990, Jean-Pierre Chevènement avait reçu un rapport sur les Beurs et le service national qui précisait que « les JFOM (jeunes Français d'origine maghrébine) commettent 3,5 fois plus de désertions, 6 fois plus de refus d'obéissance, 6 fois plus d'outrages à supérieurs et 8 fois plus d'insoumission » (source : Centre d'études sur la sélection du personnel de l'armée de terre).

MARION MARECHAL-LE PEN, C'EST JEANNE D'ARC !

Sarah Palin, l'ex-gouverneur de l'Alaska, figure conservatrice du Tea Party, qui fut la colistière de John McCain à l'élection présidentielle de 2008, clame son admiration pour Marion Maréchal-Le Pen, déclarant : « J'ai un coup de cœur politique. » Elle précise : « Je ne pouvais voter, parce qu'elle se présentait en France. ». On avait compris, mais il était important qu'elle le précisât. Séduite par sa prise de position contre les subventions au planning familial, elle voit en Marion une femme qui lui rappelle Jeanne d'Arc (ce qui est pour le moins excessif) et déclare avoir été séduite par son discours « antisystème », par sa foi, affirmant voir en elle une « fervente catholique ». Pour Sarah Palin, le discours de la benjamine de l'Assemblée nationale n'est pas un « discours de haine », mais bien un discours « d'amour », « l'amour profond de son pays ». Sarah Palin compare la montée en France de Marine Le Pen, de Marion Maréchal-Le Pen et du Front national à la puissante poussée de Donald Trump aux États-Unis : « Appelez cela la montée des populistes », commente M^{me} Palin.



ESTROSI, UN CLOWN À LA BOTTE DES LOBBYS

Christian Estrosi (Les Républicains), qui a remporté la région Paca face au FN grâce notamment aux voix de gauche, estime, se démarquant de Nicolas Sarkozy, que « plus on va à droite, plus on fait monter le FN ». L'ex-supposé droitiste qui a certes du talent (quand il pilote une moto) n'est pas, sur le plan politique, à une clownerie près. Ce zozo d'envergure avait déjà tenté de remettre, devant les caméras, le dernier livre de tante Simone Veil à Marion Maréchal-Le Pen, cadeau que cette dernière avait fort justement refusé d'accepter. L'individu

que j'évoque (les mots que j'aimerais utiliser tombent sous le coup de la loi, et RIVAROL a suffisamment de procès en cours. Au fait, aidez-nous !) a, avec une puissance de pensée inouïe, précisé « faire une différence entre le Parti socialiste et le Front national, qui est un mouvement sectaire et nau-séabond », alors que des élus PS « m'ont, ici, apporté un soutien sans faille et sans contrepartie ». Sans commentaires !

QUEL MALHEUR D'AVOIR UN FILS ! (SUITE)

Thomas Fabius, le fils du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, a été placé en garde à vue pour blanchiment d'argent, faux et escroquerie. Son appartement situé boulevard Saint-Germain à Paris a également été perquisitionné. C'est la première fois que Thomas Fabius est entendu dans cette affaire par les enquêteurs de l'office central de répression de la grande délinquance financière de la direction centrale de la police judiciaire. Les enquêteurs se penchent notamment sur l'achat d'un appartement à Paris pour sept millions d'euros. Une paille. Il est accusé aussi d'avoir rédigé des chèques en bois d'un montant total de plus de 3,5 millions de dollars (3,2 millions d'euros) dans plusieurs casinos de Las Vegas, mi-2012. Résultat : il est visé par un mandat d'arrêt délivré par les États-Unis fin octobre. Il est sorti libre après douze heures d'audition. Un petit coup de fil de son papa y a-t-il contribué ?

HITLER « N'EN AVAIT PEUT-ÊTRE PAS TUÉ ASSEZ »

Gilles Bourdouleix (ex-UDI) est le député-maire de Cholet. Il s'était un tout petit peu lâché lors d'une altercation avec des « gens du voyage », déclarant qu'« Hitler n'en avait peut-être pas tué assez ». Du coup, il avait été condamné à 3 000 euros d'amende, somme relativement modeste si on la compare aux condamnations que subit RIVAROL pour des propos infiniment plus modérés. Bref, la Cour de cassation a annulé la condamnation de Bourdouleix dans la mesure où, selon elle, le délit d'apologie de crime contre l'Humanité ne peut être constitué que si la volonté de leur auteur de rendre publics ses propos est établie, ce qui n'est pas le cas ici. Heureux homme qui a l'avantage de faire partie, il est vrai, du Système.

LA RÉPRESSION POLITIQUE EN ALLEMAGNE

Je l'ai souvent exprimé dans ces chroniques. L'Allemagne est sans doute le pays le plus répressif d'Europe à l'encontre du politiquement incorrect. Pire que la France, ce qui n'est pas peu dire. Le journaliste de Die Welt (l'équivalent du Monde) Matthias Matussek avait déclaré, de façon tout à fait inconsidérée, après les attentats du 13 novembre à Paris, que les actes de terreur dans la capitale de la France « vont donner une nouvelle direction au débat sur les frontières ouvertes et le quart de million de jeunes hommes non enregistrés qui

circulent librement en Allemagne ». Il était tout simplement devenu fou, le pauvre homme. La réaction ne tarda pas. Le rédacteur en chef de Die Welt avait immédiatement répondu en « prenant ses distances, au nom de Die Welt, un journal qui défend d'autres valeurs, des valeurs de liberté et d'humanisme. » Il ajouta plus loin « ...pour le reste, nous en discuterons en interne ». La discussion fut des plus rapides. Matthias Matussek a été licencié, ce qui était la moindre des choses, à défaut d'être traduit devant le tribunal de Nuremberg et pendu haut et court.

LE FILS DU GRAND VIOLONISTE JUIF YEHUDI MENUHI RÉVISIONNISTE !

Incroyable. Gerard Menuhin, le fils de Yehudi Menuhin, le grand violoniste, vient de faire paraître un livre dont le titre est « Sag die Wahrheit, auch wenn sie weh tut » ! (dis la vérité, même si elle fait mal). Il y écrit : « L'holocauste est le plus grand mensonge de l'Histoire », ajoutant : « L'Allemagne n'a aucune responsabilité dans la Seconde Guerre mondiale et Adolf Hitler était le seul homme d'Etat au monde qui aurait pu délivrer le monde de la menace ploutocratique et juive. » Que subirait-on si RIVAROL se permettait d'écrire de telles choses !

HONTEUSE CONDAMNATION D'ÉRIC ZEMMOUR

L'interview avait été publiée en octobre 2014, dans le journal italien Corriere della Sera (en italien). Zemmour avait déclaré que les musulmans « ont leur code civil, c'est le Coran », qu'ils « vivent entre eux, dans les périphéries » si bien que « les Français ont été obligés de s'en aller ». « Cette situation d'un peuple dans le peuple, des musulmans dans le peuple français, nous conduira au chaos et à la guerre civile ». Le jeudi 17 décembre, Eric Zemmour a été condamné à 3 000 euros d'amende pour provocation à la haine raciale. Il avait, il est vrai, fait fort, déclarant « Je pense que nous nous dirigeons vers le chaos. Cette situation de peuple dans le peuple, des musulmans dans le peuple français, nous conduira au chaos et à la guerre civile » et répondant avec une insolence inouïe au journaliste qui lui posait la sournoise question : « Mais alors, que suggérez-vous de faire : déporter 5 millions de musulmans français ? », il déclara : « Je sais, c'est irréaliste, mais l'histoire est surprenante. Qui aurait dit en 1940 qu'un million de Pieds-Noirs, vingt ans plus tard, seraient partis d'Algérie pour revenir en France ? » En attendant, Philippe de Villiers et Robert Ménard ont lancé une pétition dénonçant cette décision inique de la justice supposée française. Silence radio du côté du FN mariniste... Au fait, que dit Zemmour des résultats des récentes élections ? « La dédiablement a été inutile et vain le parricide. Il ne s'agit même pas de ligne politique. Le social-colbertisme de Philippon, le social-ouvriérisme de Marine ou le libéralisme réac de Marion ont également été balayés ». Et de prôner un grand rassemblement, style RPF. Bof...

CHRISTINE BOUTIN MARTYRISÉE PAR LA "JUSTICE"

Christine Boutin vient d'être condamnée le vendredi 18 décembre à 5 000 euros d'amende pour « provocation publique à la haine ou à la violence » envers les homosexuels pour avoir dit que « l'homosexualité est une abomination ». Le tribunal correctionnel a été au-delà des réquisitions du procureur, qui avait réclamé à l'audience fin octobre une amende de 3 000 euros à son encontre. Christine Boutin a également été condamnée à verser 2 000 euros de dommages et intérêts à chacune des deux associations, Mousse et Le Refuge, qui s'étaient constituées parties civiles. A ce rythme-là le



(Dessin de Chard)

jour viendra bientôt où l'on ordonnera de brûler la Bible et le catéchisme pour crimes d'"homophobie" ?

DES MILITAIRES FRANÇAIS TRAITÉS COMME DES CHIENS

C'est tout simplement une ignominie dont personne, à droite ou à gauche n'a parlé ni ne parle. Merci à mon camarade rivarolien, le général A.V., de nous avoir transmis cette lettre d'une épouse de militaire adressée au ministre de la Défense et au Premier Ministre. Voici sa lettre, qui ne demande aucun commentaire :

« Monsieur le Ministre,
Je suis une épouse de militaire outrée, outragée de constater le mépris que vous portez à notre armée. Ces hommes et ces femmes sont déployés sur le territoire national afin d'assurer la sécurité des Français et de leurs institutions dans le cadre du plan Vigipirate. Nos soldats sont logés, pour la plus grande majorité, dans des conditions honteuses dans nos villes.

Certains, à Paris, dorment sous des tentes, d'autres sont hébergés dans des bâtiments désaffectés sans rien pour assurer leur confort minimum (hygiène corporelle et vestimentaire). Nos militaires sont obligés de prendre sur leurs deniers personnels pour pallier vos manquements inacceptables.

Je prends pour exemple la situation des hommes que vous avez déployés à Nice. Ils sont 150 militaires logés dans une ancienne maison de retraite délabrée, ils ont 2 douches et aucun lavabo avec miroir pour pouvoir se raser correctement.

Monsieur le Ministre, un gouvernement qui se permet de loger, de nourrir, de distribuer des aides à n'en plus finir à des clandestins aux frais des contribuables et qui ne montre aucun respect, aucun honneur envers nos militaires est un gouvernement que je vomis !

J'en terminerai, Monsieur le Ministre, en vous signifiant que je ne lâcherai rien pour nos militaires, que je suis prête à aller très loin dans mon combat pour nos soldats qui, eux, œuvrent chaque jour, en France ou à l'étranger, pour notre sécurité.

Vous comprendrez, Monsieur le Ministre, que je ne vous salue point. »

"JUPITER REND FOU CEUX QU'IL VEUT PERDRE"

Konrad Lorentz (1903-1989) avait obtenu en 1973 le prix Nobel de médecine pour ses travaux sur les comportements des animaux. Cet immense spécialiste de l'éthologie vient d'être déchu de son titre de « docteur honoris causa » de l'université de Salzbourg en raison de son passé nazi, a annoncé cette institution jeudi dernier. Pourquoi ? Il se serait singularisé dès les années 1930 par sa volonté de « diffuser l'idéologie nazie ». Il aura fallu à ces tarés 80 ans pour s'en apercevoir. Dans sa demande d'adhésion au parti national-socialiste, formulée moins de quatre mois après l'annexion de l'Autriche au Troisième Reich en 1938, et exhumée par l'université, Lorenz avait notamment souligné avoir mis « toute (sa) vie scientifique [...] au service de la pensée nationale-socialiste ». L'université de Salzbourg réexamine actuellement toutes les distinctions qu'elle a attribuées par le passé, plusieurs récipiendaires étant soupçonnés de compromissions avec le régime hitlérien. Selon l'adage romain, « Jupiter rend fou ceux qu'il veut perdre... »

Robert SPIELER.

Ecrits de Paris

AU SOMMAIRE DE DÉCEMBRE 2015

DOSSIER ATTENTATS DU 13 NOVEMBRE DANS LA CAPITALE :

François-Xavier ROCHETTE: Le 13 novembre et ses premières conséquences sur l'opinion — Jim REEVES : Quand des journalistes américains osent dénoncer les zones de non-droit européennes — Nicolas BERTRAND : L'instabilité persistante en Afrique occidentale et équatoriale —

Scipion de Salm : Une déclaration révisionniste du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ? — Patrick LAURENT : Afflictions et sciences-fictions.

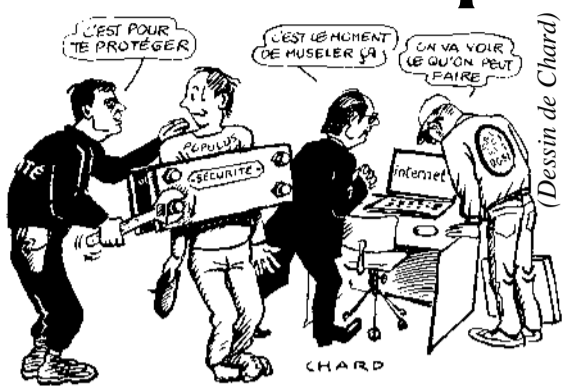
19 avenue d'Italie 75013 Paris. Prix : 6 € (8,40 € fco).

Abt. un an : 53 €. Chèques à l'ordre d'Editions des Tuileries

Spécimen gratuit sur simple appel au 01-45-86-06-39 ou <contact@rivarol.com>.

Archives numériques en vente à 2 euros sur <http://boutique-rivarol.com/>.

La liberté d'expression sur internet en danger



officiel de l'idéologie la plus meurtrière de tous les temps, de l'univers concentrationnaire, des camps de la mort, des massacres de masse et de la terreur institutionnalisée se trouve donc en grande partie financé par l'argent public d'un brave peuple dont l'immense majorité rejette l'idéologie.

La République gouverne mal mais se défend bien dit-on. Pour les conformistes de l'anti-conformisme tel Mediapart, un bon redressement fiscal de 4 millions d'euros, tantôt amnistié, tantôt non, devrait suffire à calmer les ardeurs journalistiques

du trotskiste Edwy Plenel, par exemple, mais comment en finir avec le foisonnement numérique offrant à tous et à chacun, pour peu qu'il soit muni d'un simple ordinateur et d'une liaison internet, de s'exprimer en toute liberté et loin des sentiers battus de la bien-pensance universelle ? Comment faire taire ces dissidents du clavier et de la souris ?

L'ÉTAU SE RESSERRE SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Les gouvernements acquis à l'irrésistible expansion du mondialisme, titre significatif d'un ouvrage publié en 1981 par le regretté Yann Moncomble, misent sur une surveillance généralisée d'internet au détriment des libertés individuelles.

Émoustillé à l'idée de restreindre encore les libertés dans les échanges numériques, le vibrant Premier ministre, Manuel Valls, alla même, suite aux massacres du 13 novembre, jusqu'à évoquer l'interdiction des wifi libres et partagés pendant l'état d'urgence, l'interdiction du réseau d'anonymisation Tor, l'obligation pour les cybercafés et taxiphones de conserver de nombreuses données sur leurs clients, la possibilité d'exiger des éditeurs d'applications de messagerie qu'ils communiquent leurs clés de chiffrement ou qu'ils procèdent à l'installation de *backdoors* (portes dérobées), permettant ainsi aux services de renseignements de pénétrer à tout moment dans n'importe quelle messagerie. Répondant à l'inquiétude des grands acteurs du numérique Valls rétropédala au sujet des wifi libres et d'une interdiction du réseau Tor, sans pour autant se dédire sur les autres résolutions. De plus, il enrôle les fournisseurs d'accès à internet dans sa boulimie répressive leur enjoignant de se pourvoir d'une représentation juridique en France, exigeant d'eux qu'ils retirent les contenus litigieux et aident les services de police à identifier leurs auteurs afin de les traduire en justice. « *La passivité sur internet, c'est fini* » s'est même exclamé notre bouillonnant Premier ministre alors qu'il annonçait un durcissement des sanctions contre les racistes. Oui, parce que l'on aura beau dénombrier un nombre croissant de victimes françaises d'islamistes, l'ennemi numéro un demeure le raciste ou présumé tel, bien entendu.

Ces mesures s'inscrivent, hélas, dans la stricte continuité de la loi relative au renseignement, promulguée le 24 juillet 2015 renforçant de façon significative le cadre juridique national du renseignement en France au prix d'une atteinte sans précédent à la vie privée de nos concitoyens. Ladite loi prévoit, entre autres, l'installation chez les opérateurs internet, de « *boîtes noires* » destinées à détecter les comportements suspects à partir de données de connexion. Autrement dit le fichage d'internautes se connectant à des sites qu'il suffira de lister en fonction des humeurs répressives du gouvernement du moment.

Les mesures évoquées prévoient aussi une libéralisation dans l'utilisation des écoutes, la mise en place de logiciels espions et l'utilisation des redoutables IMSA-catchers, capables d'espionner la téléphonie mobile, d'intercepter les communications mais aussi de pister les déplacements des terminaux (smartphones) et par conséquent de leurs porteurs.

BIG BROTHER DEVIENT UNE RÉALITÉ

Big Brother est un personnage de fiction du roman 1984 de George Orwell. Par extension, Big Brother est devenue l'expression générique utilisée pour qualifier l'ensemble des institutions et pratiques de surveillance portant atteinte aux libertés individuelles et à la vie privée. La maxime officielle de Big Brother, « *Big Brother is watching you* » (*Big Brother vous regarde*), fait référence à la présence de télé-

crans obligatoires dans chaque foyer capables d'assurer en permanence la surveillance visuelle de tous les citoyens dans leur vie privée et d'écouter l'ensemble de leurs conversations. Mais la science-fiction s'est fait rattraper et même devancer par la technologie et *Big Brother* semble quelque peu dépassé.

La télévision capable de voir et d'entendre ce qui se passe chez son possesseur existe et s'avère déjà parfaitement au point. Des 2012, certains de nos concitoyens, férus de technologie, se sont interrogés sur l'utilisation possible de certaines fonctionnalités dont disposent les télévisions Samsung HD dont, notamment, une caméra connectée en permanence, assortie d'un logiciel de reconnaissance des visages et de micros internes. Ces prouesses technologiques sont bien entendu justifiées, comme à chaque fois que telle polémique se déclenche, par d'incomparables avantages offerts à l'utilisateur : reconnaissance des visages pour adapter les programmes, commandes vocales... Mais que pèsent de tels gadgets face au danger potentiel d'une surveillance permanente ? Grâce à une telle technologie, un pirate informatique un peu doué ou les services de renseignement peuvent ainsi aisément voir et entendre les téléspectateurs chez eux. Pour quelle utilisation ? Sans parler du smartphone, véritable Saint Graal du policier cyber-surveillant et version nomade du fil à la patte qui peut à la fois servir de micro d'ambiance, de traceur permettant de suivre son utilisateur à quelques mètres près et de connaître, minute par minute, l'ensemble de ses activités, déplacements, échanges, contacts, achats, goûts et habitudes. Par ailleurs, qui sait, autre exemple, que la puce de paiement sans contact des cartes de crédit (NFC) qu'il convient d'approcher à quelques centimètres du terminal pour régler ses achats peut en réalité se détecter à plus de quinze mètres ? La surveillance d'internet permet aussi, le cas échéant, de pénétrer les disques durs de n'importe quel utilisateur à son insu, quel que soit le brillant firewall dont celui-ci ait équipé son PC ? Sans parler des réseaux sociaux et notamment le plus couru, Facebook, dont il est établi que la CIA fut l'un des premiers actionnaires dès son lancement. Loin de n'être qu'une simple figure de rhétorique, la fin de la vie privée, thème fort prisé ces derniers temps, s'annonce comme une évidence qui s'imposera sans doute à tous et à très court terme.

L'EUROPE TOTALITAIRE FOURBIT SES ARMES CONTRE LES PEUPLES

Le musellement des peuples et l'anéantissement des libertés résiduelles dont ils bénéficient encore passe et passera par une fuite en avant technologique sacralisée par une législation réressive au service d'une volonté affirmée de surveillance de masse. Aux actuelles cellules de cyber-surveillance déjà très actives sur la Toile, il est question d'adjoindre une unité nationale de lutte contre les contenus illicites sous les ordres du ministère de l'Intérieur. Les cyber-enquêteurs, officiers de police judiciaire rattachés à la plateforme PHAROS (Plateforme d'Harmonisation, d'Analyse, de Recoupement et d'Orientation des Signalements), auront pour mission essentielle d'obtenir le retrait de contenus litigieux en s'adressant directement aux hébergeurs et fournisseurs d'accès internet et d'engager des poursuites judiciaires. Mais, impossible de rien comprendre aux menées liberticides des gouvernements européens sans se pencher sur celles des instances européennes commanditaires d'un vaste, très sophistiqué et coûteux programme de censure sur internet.

Le projet PHEME, du nom d'une déesse grecque personnifiant la renommée, devrait aboutir, dès 2016, à la mise en œuvre du plus grand logiciel de censure jamais imaginé, capable de trier l'ensemble de l'information en ligne et de la cataloguer en "bonne" ou "mauvaise" information.

Concrètement, toute information n'émanant ni d'un site officiel, ni d'un grand media reconnu se verra immédiatement classée dans l'une des quatre catégories suivantes : controverse, spéculation, fausse information ou désinformation. Pas bien difficile d'imaginer que, soumises à de telles étiquettes, les informations diffusées par les mal-pensants perdront immédiatement de leur crédibilité. Le programme PHEME, subventionné par les instances européennes à hauteur de plusieurs millions d'eu-

ros, se fixe visiblement l'objectif d'une reprise en main de l'information au service des grands groupes de presse soumis au conformisme de la pensée unique et victimes d'une baisse continue de leurs ventes au profit de media indépendants. Technologie et algorithmes seront mobilisés au service du discrédit de tout ce qui n'émane pas du Système et ce programme, sauf parades à imaginer, risque fort de siffler la fin de la récréation contestataire.

Par ailleurs, nous nous acheminons vers une rupture épistémologique, un changement radical de cap dans les approches de surveillance et de répression de la population. Du traitement circonstancié d'informations ciblées et de la surveillance spécifique de populations et individus potentiellement déviant, la France s'engage dans une dérive à l'américaine vers un traitement massif et indifférencié de toutes les métadonnées disponibles. La surveillance de masse, appuyée sur des raisonnements mathématiques rendus possibles grâce à des algorithmes sophistiqués dont les variables sont soigneusement tenues secrètes, devrait, selon ses concepteurs, permettre une approche prédictive des comportements dangereux pour l'ordre établi.

Cette approche extrêmement inquiétante pour les libertés individuelles a pourtant prouvé sa parfaite inefficacité aux États-Unis, malgré de colossaux investissements. La persistance dans cette démarche devrait éveiller les soupçons du citoyen lambda, tout au moins de celui capable d'un minimum d'analyse. Et si la prévention du terrorisme n'était en elle-même qu'un prétexte ? La vérité tangible, c'est que nous nous acheminons à grands pas vers une surveillance généralisée de l'ensemble de l'activité numérique et notamment de la totalité des échanges systématiquement analysés et stockés à l'insu de la population. Jamais en retard d'un alignement atlantiste, la France a progressivement rejoint les protocoles du projet "Échelon" mis en place entre les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande dans leur doctrine sécuritaire axée sur une surveillance systématique des populations.

Le silence des bateleurs de la politique politicienne en dit d'ailleurs long sur leur degré de soumission aux promoteurs du Meilleur des Mondes. Il ne manquera d'ailleurs pas de collabos pour appuyer cet embrigadement, tels un Christophe Barbier (*L'Express*) déclarant « *Internet, ça se règle ! Les Chinois y arrivent bien* » ou un Alain Finkielkraut évoquant « *la malédiction internet* ». Pensons aussi à l'adoption sereine par l'Assemblée nationale de la loi de programmation militaire et notamment de son article 20 élargissant les possibilités d'accès aux données de connexion des internautes, c'est-à-dire la surveillance des individus via leurs données numériques. De même la loi relative au renseignement, passée comme une lettre à la poste et promulguée en pleine période estivale, le 24 juillet dernier, participe-t-elle de cette volonté liberticide.

À l'aune de cet assujettissement, on comprend d'ailleurs mieux l'indignation vite escamotée suite aux révélations d'Edward Snowden. Ses déclarations avaient pourtant dévoilé l'ampleur du flicage mondial mis en place par la NSA dans le cadre présumé de la lutte contre le terrorisme. N'oublions pas que la France avait à l'époque refusé l'asile au courageux transfuge au prétexte de ne pas altérer les bonnes relations avec les États-Unis. Où sont les nécessaires contre-pouvoirs ? L'inefficacité et l'impuissance de la CNIL interrogent sur l'utilité résiduelle de cette organisation dont les préconisations et avertissements se font de moins en moins audibles dans un monde en voie de cadencier au niveau planétaire l'ensemble des échanges numériques.

La leçon majeure à tirer de cet aperçu rapide sur une prévisible mise au pas des échanges numériques et de leur surveillance généralisée n'est-elle pas de considérer que nombre de nos contemporains ont sans doute tiré un peu trop hâtivement un trait sur la communication sur papier (presse, livres...) ? Le rêve d'une communication illimitée, sans entraves, ni censure et à petit prix semble toucher à sa fin sans qu'il soit pour autant question de renoncer aux énormes avantages du numérique. Il apparaît salutaire de se souvenir que le journal, le magazine, le livre constituent d'irremplaçables espaces de liberté, hors d'atteinte de *Big Brother* et dont les délais et la simplicité de conservation demeurent sans commune mesure avec les archives numériques. Loin d'être antagonistes, le papier et le numérique se combinent parfaitement pour assurer une qualité et une indépendance durables de l'information.

Arnaud RAFFARD de BRIENNE.

Tous fichés, tous soignés ?

NOUS vivons, plus que jamais, des temps incertains, l'époque reine de l'incertitude pour parler comme quelques sociologues à la mode. L'incertitude a tout contaminé, c'est indéniable. D'abord la religion, qui en relativisant ses dogmes en Occident, n'a pas créé une masse d'athées mais une population d'agnostiques s'interrogeant perpétuellement sur son devenir, son utilité, sa valeur, son rôle sur Terre (on voit bien que les masses "cherchent"), sur sa solitude ou son excep-

tion dans l'univers, sur l'éventuelle existence d'extra-terrestres et sur la gentillesse ou la méchanceté des Aliens ou des énergies psychiques issues d'une autre galaxie voire d'une autre dimension ; car tout est possible. La famille, cible privilégiée des libéraux et des progressistes aujourd'hui, est devenue une chose créatrice d'Incertain. Son évolution récente est d'ailleurs si violente, si brutale qu'il est impossible de ne pas voir en son implosion-explosion la patte du Démon. Toutes les valeurs fondamentales qui nous éloignent de la bête et qui devraient s'y incarner et triompher à travers l'unité du couple, l'amour inconditionnel, la gratuité de la vie (l'enfant doit tout à ses parents mais ces derniers ne sont créanciers de rien) s'évaporent à vue d'oeil. Sur un plan social, la désagrégation familiale est une réelle pathologie sociologique. Le mariage possédait auparavant la vertu d'invincibilité du fait de son éternité vraie ou postulée. Le mariage d'antan était protecteur. Il limitait, il canalisait l'incertitude dans le cœur des hommes et des femmes et procurait un cadre solide à leur vie même dans les périodes de tempête. Autrement dit, la sociologie est conservatrice en corroborant sur le plan séculier, à chaque fois, l'efficacité protectrice des valeurs éternelles sur les sociétés humaines.

L'identité. Qu'est-ce qu'un Français aujourd'hui ? 50 ans de relativisme obligatoire, 40 ans d'antiracisme virulent dont 30 ans d'ethnomasochisme, 70 ans de culpabilisation tous azimuts ont désactivé la faculté des Français à se connaître réellement ou à accepter dignement leur identité lorsque, par chance, ils l'ont saisie. Incertitude croissante concernant son identité, le Français (pour le désigner) se déracine continûment, spontanément, dans l'esprit d'abord avant d'être emporté par les premiers vents, dans une banque à Londres, à Amsterdam, à New-York ou à Shanghaï ou un métier intéressant ou simplement susceptible de le faire voyager. On en vient à l'économie mondiale, mondialisée faut-il préciser, qui se caractérise en premier lieu par ses aspects aléatoires et donc par une incertitude acceptée comme telle par les dirigeants de notre planète. Croissance molle, croissance forte ici, déflation momentanée là, crise, embellie, un rayon de soleil et « puis s'en va ». Missions intérimaires, CDD à l'étranger, chômage, reconversion, expatriation. Rares sont les Français d'aujourd'hui qui peuvent échapper aux mailles du filet de l'incertitude économique.

Une incertitude qui se répand et qui croît en intensité corrélativement à la montée de l'individualisme et au fur et à mesure que s'impose la mondialisation, une mondialisation d'ailleurs liée inextricablement au premier phénomène. C'est un phénomène qui a été accepté par les Français sidérés par la propagande et la culture cosmopolites. La maman bienveillante, surtout bourgeoise, pousse sa marmaille à apprendre l'anglais tous azimuts, non seulement à l'école mais grâce à des cours particuliers et à de multiples bains linguistiques qui rendront sa progéniture bilingue à souhait et qui pourra, assurément, travailler partout dans le monde, et bien s'habiller, proprement, avec de belles chemises. L'occasion aussi pour bobonne de s'y remettre, car c'est plus simple quand on voyage. Le Monde « leur appartient ». Peu importe l'incertitude, là, quand elle les grise : il n'y a que les dépressifs qui peuvent craindre cette aventure, pensent-ils en rou-



lant vers l'inconnu dans leur voiture allemande. Cependant, il existe un élément qui contrarie leur bougisme qui n'est désormais plus protégé par le mur de l'argent. L'insécurité, qui est à la fois une réalité tangible et un sentiment anxieux, est source d'une insupportable incertitude qu'aucun artifice individualisé ne peut combattre.

L'INSÉCURITÉ, CETTE INSUPPORTABLE INCERTITUDE

La pire incertitude selon la grille de lecture libérale est bien sûr celle concernant notre intégrité physique. Le sociologue Gerald Bronner écrivait, bien naïvement, il y a une dizaine d'années, dans un texte consacré précisément à l'Incertain, qu'il existait selon lui des actions (effectuées par tous) pendant lesquelles ou pour lesquelles leurs acteurs n'étaient pas envahis par ce fameux sentiment d'incertitude. Les actes du quotidien seraient dépourvus d'incertitude. La vieille dame comme l'étudiant qui sortent de leur domicile pour aller chercher leur courrier ne se demandent pas s'ils peuvent se faire assassiner, éventuellement, en effectuant cette tâche. On comprend l'image aisément mais on ne peut aujourd'hui la valider. Même si l'immense majorité des individus ne risque rien en faisant ses courses ou en ouvrant la boîte aux lettres, même s'ils savent que la probabilité d'être agressés est dérisoire, le sentiment d'insécurité peut tout à fait les tennailler, notamment dans un contexte de tension, de psychose, comme celui dans lequel nous vivons actuellement à la suite des massacres du 13 novembre. L'incertitude devient prégnante là où elle ne devrait pas exister dans une société organisée. En théorie, une situation de cette sorte qui perdure rend le pouvoir en place, le régime de l'Etat illégitime car c'est bien toujours ce dernier qui détient officiellement le monopole de la violence qui désarme les honnêtes citoyens les empêchant de faire le ménage dans leur environnement. L'état d'urgence qui sévit chez nous, qui se prolonge et se prolongera encore, est donc accepté par l'écrasante majorité des Français soulagés par ce regain apparent de souveraineté qui est destiné, pensent-ils en tout cas, à les préserver de la barbarie aveugle et donc, en premier lieu, de l'Incertain qu'ils ont désormais en aversion. *In fine*, c'est le Système qui se trouve absolument protégé de toute contestation, révolte, rébellion, "révolution". La protection de l'Etat (exercée par l'Etat sur le peuple d'agneaux) et sa surveillance apparaissent à tous, ou presque, comme quelque chose de nécessaire et de parfaitement normale. Ainsi la semaine dernière, Bernard Cazeneuve déclarait que les églises allaient être particulièrement surveillées durant les messes de Noël. Ironie de l'histoire ce franc-maçon zélé qui prétend, au nom de l'ordre républicain, protéger le sacré (ou ce qui en tient lieu car peut-on parler de sacré quand il s'agit de la nouvelle messe ?) N'est-ce pas plutôt l'occasion pour la pourriture républicaine de réaffirmer son autorité sur une population peu encline à légitimer sa politique sociétale ? Ne peut-elle être l'illustration, cette protection, de cette volonté du pouvoir de saupoudrer de policiers ostentatoires la société tout en fichant, en surveillant, en enfermant non seulement les éventuels assaillants d'églises mais tous les réels opposants systémiques et même les moins islamistes d'entre eux ? Le péquin se rappellera du perpétuel danger représenté par une engeance intolérable et considérera comme légitimes

toutes les actions menées afin de contrecarrer ses expressions assassines. Traumatisée, désireuse de jouir en paix (afin de s'abrutir pour ne pas voir en face sa déréliction engendrée par ses incertitudes identitaires, familiales, ontologiques. L'incertitude en matière de sécurité devient d'autant plus insupportable que la sécurité est la condition fondamentale de la vitalité de la société du divertissement qui a remplacé celle des valeurs. La garantie sécuritaire, la certitude-là, pour faire oublier grâce aux loisirs bien menés, toutes les incertitudes identitaires), la masse disneylandisée procure un blanc-seing au pouvoir dans sa guerre contre la dissidence, toute la dissidence tant qu'elle est vraie.

LES FICHES S, MÉTHODE DE CONTAINMENT DE L'INCERTITUDE

L'affaire des nouvelles fiches, des fiches S, est éloquent en la matière. Le traitement de l'information en ce qui concerne ces fameuses fiches en dit long sur le flou expressément cultivé quant à l'identité des personnes fichées et de leurs caractéristiques. Le pouvoir a fabriqué une nouvelle "généralité" avec le Fiché S. L'homme méchant fiché S est le nuisible apprécié de la sorte aussi bien par l'Etat que par la population assise. Le 27 novembre, Manuel Valls communiquait sur les fiches : « Il y a 20 000 fiches S, soyons précis. 10 500 concernent les individus mis en attention pour leur appartenance à la mouvance islamique, la mouvance radicale, ou leur lien avec la mouvance », a affirmé Manuel Valls sur Canal+. « Et puis tous les autres peuvent concerner des membres d'autres mouvements considérés comme terroristes : le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la ligue liée à des mouvements tamouls, la branche militaire de Hezbollah, des militants violents liés à l'ultra-droite ou à l'ultra-gauche, des hooligans, etc. », a précisé le locataire de Matignon. Comme nous le voyons, le Premier ministre s'empresse de mettre dans le même sac (même si à l'intérieur de ce sac existent d'autres poches, des compartiments) musulmans apatrides dé-culturés et militants nationalistes ! Pourquoi si ce n'est non seulement pour diaboliser encore les seconds mais aussi pour pouvoir les embastiller quand bon lui chante ? Sans motif si ce n'est parce qu'ils ne vénèrent pas sa république ? Parce qu'ils diffusent un discours d'incrédulité en matière shoa-tique ? Où l'on revient immanquablement à la thématique de l'Incertain qu'il faut, pour le pouvoir, absolument contenir, endiguer au profit du seul *homo festivus* et parce qu'en le faisant il réaffirme sa souveraineté, son autorité. Comment, en fait, sanctuariser la République des loisirs louée par Elisabeth Lévy en appliquant le principe de précaution aux citoyens pensants, aux citoyens qui pensent mal, aux citoyens qui veulent vivre conformément aux valeurs essentielles, aux citoyens qui refusent de vivre sous la tyrannie de l'incertitude morale et qui ne cèdent pas au chantage à l'insécurité-incertitude ? C'est pourquoi le media s'échine généralement à parler de fiches S et n'évoque qu'avec parcimonie les différents types de fichés comme les djihadistes et les terroristes véritables qui ne devraient être que les seuls visés par les enquêtes et la surveillance. C'est un phénomène logique. Le pouvoir systémique qui persifle les conspirationnistes mais qui prétend traquer partout ceux qu'il imagine s'assembler en conjurateurs dans des caves, entoure d'un cordon sanitaire, physiquement, matériellement, les consciences qu'il n'aime pas après avoir démonisé toute la pensée antilibérale, homophobe, antiféministe, antiploutocratique, antisioniste, anti-individualiste qu'il assimile au seul islamisme. Voilà un bon filon pour le Système et son engeance qui sera exploité jusqu'au-bout...

INSÉCURITÉ ET TECHNOLOGIE

La menace terroriste, qui restera assurément vivace pendant de longs mois encore, excite également les esprits ingénieux... et commerciaux. C'est dans ce climat d'insécurité que la SNCF a

annoncé qu'elle allait expérimenter les nouvelles technologies de détection des comportements suspects bientôt installées sur ses caméras de vidéosurveillance. « Face au caractère exceptionnel » de la menace terroriste après les attentats de Paris, l'entreprise publique entend "tester" un logiciel d'analyse comportementale sur les quais et dans les trains. Et dans cette configuration, les marchands de sécurité ont le vent en poupe. Le gadget, que chérit d'ores et déjà Big Brother, va très prochainement être greffé, n'en doutons pas, aux 40 000 caméras de nos amis les cheminots. Grâce à différents capteurs à un logiciel analytique super performant, le nouvel outil "ressentira" le changement de température corporelle de l'utilisateur de la SNCF, le haussement de la voix, le caractère saccadé de ses gestes, tous les éléments comportementaux qui peuvent « montrer une certaine anxiété » ! Sur France Info, les commentateurs évoquaient à ce propos une technologie à la *Minority Report*, du nom de ce film américain où la police appréhende les criminels potentiels avant même qu'ils ne commettent le moindre geste délictueux. On y est ! Voici venu le temps pour nous d'entourer notre pauvre crâne d'une chape de plomb pour le préserver des indiscretions policières qui ne manqueront pas de voir dans les oscillations de notre encéphalogramme l'indice d'une dangerosité certaine. La généralisation et le développement de cette technologie qui fera passer tout angoissé chronique pour un terroriste exterminateur sont chose certaine. Deux facteurs vont assurer sa promotion, son essor et son institutionnalisation-banalisation. D'abord, cette fameuse incertitude (in-)sécuritaire, en ce moment à son paroxysme, qui justifie tous les moyens susceptibles de contrer le côté obscur de la force, le méchant terroriste nihiliste dont l'extrême fanatisme appelle l'engagement total « des forces de bien ». Que vaut la pudeur, l'intimité, l'anonymat des membres innocents de la masse devant l'effroyable menace terroriste et toutes les décapitations possibles et imaginables ? Un attentat déjoué, ça n'a pas de prix, n'est-ce pas ? On comprend que l'après-attentat est le moment idéal pour l'industrie de la sécurité de mettre les bouchées doubles. C'est dès maintenant que l'on sauve des vies ! Le turbo pour un secteur économique en plein boom. Et donc, aussi, une nécessité économique pour le pouvoir systémique toujours à la recherche d'une croissance factice. D'un côté l'écologie à la Cop 21 prometteuse en nouvelles taxes accueillies avec joie par les gros media et en nouvelles contraintes d'ordre technique qui ne serviront qu'à faire tourner l'industrie qu'il faudra à son tour dépolluer. D'un autre côté, l'insécurité, l'incertitude soignées également avec l'imposition de nouvelles normes qui s'avèrent déjà très coûteuses mais que personne n'osera ouvertement critiquer. Pour l'instant, le gouvernement recommande (par le truchement de ses commissaires) à tous les établissements scolaires de mettre en place différentes mesures de sécurité et de s'équiper au mieux afin de minimiser les risques de terrorisme. Sont prévus de grands et coûteux travaux, comme la construction de pièces entièrement sécurisées, hermétiques et inviolables à chaque étage des établissements scolaires. Les écoles devront en outre être équipées d'un système de vidéosurveillance complet.

Hasard ? Quelques jours après les attentats du Vendredi 13, l'Etat a publié une analyse de marché de l'économie de la sécurité en France. La France gagnerait beaucoup d'argent par ce biais... L'Etat parle d'un chiffre pour 2014 de plus de 60 milliards d'euros. On attend une croissance extraordinaire pour 2015. 1 million d'emplois sont déjà consacrés à ce secteur, on attend la création de 50 000 autres durant les 18 prochains mois. Il y en aura d'autres dans un futur proche. Les journalistes l'admettent : la France est sous-équipée en la matière, et elle a de quoi faire avant de réussir à soigner l'aversion à l'incertitude des nouveaux Français.

François-Xavier ROCHETTE.

Conte de Noël



par
Hannibal

Le 24 décembre à 15 heures 45, cela faisait des années qu'on ne disait plus quatre heures moins le quart, François Dessouche eut une crise d'éternuements sous les

arcades de la place centrale de La Bastide d'Armagnac. Il en sortit épuisé vers 16 heures 16, et décida, le jour baissant déjà, d'installer ses cartons pour la nuit ; heureusement l'air humide n'était pas trop froid. C'était une maigre consolation : il avait perdu son travail, sa femme était partie, ses enfants l'avaient abandonné, ses voisins, dont il ignorait l'ethnie n'étant pas explorateur, étaient entrés dans sa maison et l'en avaient chassé, la justice lui avait donné tort, la presse l'avait traîné dans la boue, son dentiste avait refusé de le soigner, les soupes populaires le recevaient avec dégoût, il ne se rappelait plus quand cela avait commencé, mais il était fatigué. Il n'avait même plus de Smartphone à qui parler. Il déplia un quotidien gratuit qu'il avait ramassé par terre, toujours avide de connaître une actualité politique qui lui semblait le dernier lien qui le rattachât à ses semblables — si on pouvait nommer ainsi l'humanité qui vague en France à ses occupations.

Cette année-là était une année décisive pour le pays, on allait entrer dans l'année qui précéderait l'élection présidentielle, et le nouveau président aurait une importance cruciale, il serait celui qui réconcilierait le peuple avec la politique — entendez qui reprendrait le cours tranquille de la relation qui doit normalement lier les dirigeants du monde au troupeau du vulgaire, c'est-à-dire qu'avec lui nous allions retrouver la confiance aveugle que nous n'aurions jamais dû perdre. Ce nouveau président avait été choisi par tout ce que l'Europe, l'Amérique et la France comptent d'hommes éclairés. C'était un garçon dont le crâne poli comme une Cadillac neuve et les maxillaires ridés comme l'arrière-main d'une limousine ou d'une Salers disaient l'âge et la sagesse. On le nommait Ali Juppé. S'il n'avait pas lu le saint livre du coran, il le regretterait publiquement, il avait quand même reçu la lumière de Mahomet par les loges dont il était le vieux poulain. Dans sa ville du port de la lune, il était l'ami d'un imam français modéré, ou, selon le terme consacré, modérément français, qui dissimulait comme il le pouvait, selon les prescriptions du prophète, son islamisme conquérant.

Entre deux déclarations lénifiantes sur le foulard et les femmes, cet imam réclamait par exemple que « l'histoire de la France soit réécrite en fonction de la présence musulmane aujourd'hui ». Lors d'une conférence de presse, il n'avait pas hésité à expliquer aux journalistes : « L'Islam touche à tous les domaines de la vie. Comme le veut le Coran, c'est un Etat, c'est un pays, dans le sens géographique, c'est-à-dire qu'il regroupe toute la communauté dans une géographie où il n'y a pas de frontières. La frontière entre deux pays musulmans est une hérésie méprisante par l'Islam... La politique des musulmans ce n'est pas la politique des autres, la politique des autres est construite sur le mensonge ». Était-ce pour cette déclaration qui montrait une conception audacieusement ouverte de la nation, ou pour sa participation à l'UOIF (Union des organisations islamiques de France, proche des Frères musulmans) qu'Ali Juppé lui avait remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur en 2014 ? Soucieux

(Dessin de Chard)



d'unir et de rassembler les Français, Ali Juppé œuvrait en effet à la diffusion de l'islam en France et se retrouvait ainsi en phase avec l'UOIF dont les dirigeants citaient volontiers la devise des frères musulmans, « Le Coran est notre constitution ». L'un d'entre eux, Ahmed Jaballah, avait même avoué : « L'UOIF est une fusée à deux étages. Le premier étage est démocratique, le second mettra en orbite une société islamique. »

Les récentes élections régionales avaient vu la victoire totale d'Ali Juppé, telle était du moins l'opinion des politologues sérieux. Sans doute plus d'un Français sur deux s'était-il abstenu au premier tour, pendant que près d'un tiers votait pour le Front national, sans doute, en Aquitaine, la pouliche d'Ali Juppé, Virginie Calmels, avait-elle pris une veste mémorable, offrant au président du conseil sortant, André Rousset, une réélection de maréchal, mais tout cela avait été annulé par le barrage républicain et le plafond de verre au deuxième tour. Et la poignée de main Hollande-Bertrand. La franc-maçonnerie avait donc demandé à ses media de raconter l'histoire suivante : d'abord, à la suite des attentats du vendredi treize, et grâce à ses formidables capacités de chef de guerre et d'invitéur de présidents étrangers, François Hollande avait remonté comme une fusée dans la cote d'amour des Français. Ensuite, Marine Le Pen, bête de premier tour, était immanquablement écrabouillée au deuxième par le sursaut républicain, moral et citoyen. Et sa nièce faisait à peine mieux, même une chèvre républicaine, même un estrosidiot du village la battait. La combinaison de ces deux éléments donnait pour résultat un sondage, le premier qui donnait Marine gagnant le premier tour de la présidentielle devant Hollande second et Sarkozy troisième. C'est-à-dire la réélection assurée de Hollande en 2017. En revanche, si Ali Juppé était le candidat de la droite, il passait en tête au premier tour devant Marine et la piétinait littéralement au second. Suspense ! Qu'allait en conclure le lecteur du *Figaro* ? Il devenait évident dans Paris que l'Etat islamique n'avait commis les attentats du 13 novembre et les Français plébiscité le FN le 6 décembre que pour une seule chose : qu'Ali Juppé remportât en 2016 la primaire des républicains et fit un ticket plus tard avec Manuel Valls. François Dessouche replia son gratuit sans joie ni peine. Ça ou autre chose, lui ou un autre... On venait de connaître à la file Hollande et Sarkozy, juste après Chirac et Mitterrand, Dessouche n'avait plus de larmes pour pleurer, plus de rictus pour sardonner, plus de mépris, plus de honte, plus de haine disponibles, juste un désespoir atone, à peine tiède, comme une entropie de l'âme.

— Zut, vous pourriez faire attention tout de même !

C'était une jeune fille qui venait de buter sur ses jambes allongées et qui l'apostropha en plus, perdue l'instant d'avant dans la musique de son baladeur, son index tapotant compulsivement un iPhone supertrophyphonar X24B7.

— C'est tout de même fantastique ! Y en a qui bossent !

Il décida d'être amène, elle était jolie dans son jean, c'était une sorte de pause dans sa déveine :

— Et vous faites quoi dans la vie ?

— Mes études de droit, ça ne se voit pas ? J'essaie de me procurer en ligne la jurisprudence complète des cassations sans renvoi par la Cour de cassation. J vous raconte pas la galère.

En un mot comme en cent, elle s'était accroupie à côté de Dessouche et continuait de gratouiller son écran, elle devait avoir besoin de parler, en un mot comme en cent il y avait à proprement parler un problème sur ce coup-là. D'abord, le site de la plus haute juridiction pénale lui-même était organisé de façon telle qu'on ne pouvait trouver de réponse à la question. On sait que le jugement du second conseil de guerre condamnant Alfred Dreyfus fut cassé sans renvoi, procédure exceptionnelle mais non sans précédent. En effet, Gustave Eiffel en avait bénéficié en 1893, le président de la Cour étant le même, Alexis Ballot-Beaupré. Elle surfait depuis deux heures pour avoir des détails, et là, c'était vraiment affligeant.

— Le web ! On dirait qu'ils ne référencient que les plus nuls. Et ça se recopie les uns les autres ! A la virgule près. Tenez, en voilà une bonne douzaine qui parlent du jugement « cassé par la Cour de cassation grâce à la brillante plaidoirie de Pierre Waldeck-Rousseau » et présentent Eiffel comme innocenté. Mon œil ! Waldeck, le futur président du conseil, a simplement plaidé la prescription de l'affaire...

Dessouche émit un profond soupir. La petite se dressa sur ses jambes pour faire revenir le sang aux genoux :

— Ça vous embête ce que je raconte ? Vous n'en saisissez pas l'importance ?

Sur le fond, rien n'avait été tranché. Eiffel s'était fait un max de blé dans le scandale de Panama pendant que les petits actionnaires étaient ruinés et que des milliers d'ouvriers crevaient dans les fièvres. C'était si moche que la ville de Dijon, où il était né, avait débaptisé le quai qui portait son nom.

RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris
Tél. : 01-45-86-06-39

www.rivarol.com et www.boutique-rivarol.com
Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr
Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN (1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,
éditorialiste : Fabrice Jérôme BOURBON

E.U.R.L. "Editions des Tuileries", au capital de 51 000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 boulevard Robert Schuman, 93190 Livry Gargan — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon. CPPAP n° 0218 C 82763, ISSN n° 0035 56 66.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Editions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPPAR)

— Et quand on veut en savoir plus, en tapant sur un site qui propose des bouquins d'histoire en ligne, tenez, celui-ci, par exemple, voici ce que Google vous envoie.

Dessouche se pencha sur l'écran que la jeune fille tendait devant son nez. On y voyait un robot en pièce, l'air désolé, tenant dans sa main droite une clé de seize avec la légende suivante :

— 403 That's an error. Your client does not have permission to get URL/books from this server. That's all we know.

— Et c'est tout ce qu'on saura ! Il y a dix sites comme ça. Tous ceux qui paraissent intéressants. Comme si l'on voulait empêcher les étudiants de se renseigner.

Dessouche s'évertuait à paraître intéressé parce qu'il aimait bien sa façon de bouger le cou et ses cheveux, mais à la vérité il s'en fichait complètement, il ne croyait pas plus à la liberté sur internet qu'ailleurs, il ne croyait plus à rien, il avait envie de dormir, il remonta son duvet jusqu'à son menton, c'était terrible, ces coups de froid qui alternaient avec ces bouffées de chaleur, et voilà que ça recommençait. Au dixième éternuement la jeune fille s'en alla vexée. Il regarda la lumière décroître dans l'encadrement de l'arcade, il aurait aimé qu'il neigeât, mais même pas, tant pis, il s'en fichait, c'était vrai qu'il ne croyait à rien, il n'avait envie de rien, il n'avait même pas faim. Et dire qu'il y avait des gens qui allaient se gaver de foie gras et boire du champagne, des passants rentraient, s'affairaient aux dernières courses, il en eut un frisson de dégoût, et se trouva bien finalement, maussade dans son duvet.

Lorsqu'il s'éveilla, la place était vide, les vitrines éteintes, l'église fermée, seules les guirlandes de Douglas luisaient d'un éclat terne à la lumière des décorations de fêtes. Il se dressa pour se désengourdir et en se retournant vers la boucherie contre laquelle il s'était adossé, il aperçut dans l'ombre, à côté de son propre reflet, celui d'un inconnu vêtu de noir qui lui ressemblait comme un frère. En le détaillant plus attentivement dans la glace de la devanture, il lui sembla se reconnaître lui-même dans un miroir. Cela réveilla une curiosité assoupie depuis longtemps, d'où la peur n'était pas absente. Il en fut presque agressif :

— Qui êtes-vous ?

L'Autre lui répondit doucement :

— Saddam Hussein, quand ils l'ont baladé en slip avant de lui faire un prélèvement d'ADN dans la bouche pour être certains de ne pas pendre un sosie, Gaston Amaudruz, dont je viens de fêter l'anniversaire, quand ils l'ont fourré en prison à 81 ans, et tous les autres du même régime, Honsik, Faurisson, Mahler, tous ces pelés, ces galeux, ces déchets de l'humanité, ces faussaires... Je ne suis pas Charlie, ni Paris, je ne suis jamais avec les justes ni les scribes, avec Gilbert Bourdin, Bernard-Henri Lévy, Stéphane Richard, Bernard Arnaud, Pierre Berger, Patrick Drahi, Patrick Bruel, Barbarin, Ulrich, Hanouna. Je suis les publicains, les beaufs, les négationnistes, les Français moyens, ceux qu'on dit racistes, xénophobes, stupides, remplis de bas instincts, de fantasmes, de délires. Je suis celui qui souffre et qu'on méprise en plus. Ce soir, je suis toi-même. Je suis le Christ aux outrages. En vérité je te le dis, cesse de faire la tête et sois heureux.

Chard sur la toile

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, vient de consacrer un site, déjà très fréquenté :

<<http://dessinsdechard.free.fr>>

CHARLIE... BERTÉ, ÉGALITÉ, etc.



Page conçue, imaginée et dessinée par CHARD.